

2 EUROS N°112 /// MAI - JUIN 2009 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

INUTILE DE FAIRE L'AUTRUCHE
C'EST LA SOCIETE QU'IL FAUT CHANGER

ACTUALITE :

RENDEZ VOUS LE 4 MAI !_ BOYCOTT DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES_ LA POLICE FRANÇAISE CONTRE LES ENFANTS DE MOISSAC__

LUTTES :

GREVES SPONTANEES A AIRBUS_ MARRE DU TRAIN-TRAIN QUOTIDIEN_ MOLEX : ON A LES MACHINES, ON LES GARDE_ DES ACTIONS QUI FONT MOUCHE_ PAS TOUCHE À MA POUBELLE_

DEBAT :

QUELLE PRÉSENCE DANS LE MONDE POUR LES LIBERTAIRES ?__ PERSPECTIVES SOCIALES DANS LE CONTEXTE ACTUEL_ SI VIS PACEM, PARA BELLUM !_ MANIPULATIONS : À QUI PROFITE LE CRIME ?_ DE LA NÉCESSITÉ DE DÉSERTER LES CONTRE-SOMMETS ILLUSTRÉE PAR LE "SIÈGE DE STRASBOURG"

ET AUSSI :

VOS NOMBREUX COURRIERS_ CENETISTEMENT VOTRE_

C.N.T - A.I.T RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Anarchosyndicalisme !
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEMENT UN AN
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Libellez les chèques à :
CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être inserrés automatiquement dans le journal.

Anarchosyndicalisme ! est adressé gratuitement sur demande aux prisonniers.

POUR DIFFUSER *ANARCHOSYNDICALISME !* AUTOUR DE VOUS

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Les articles et des infos en ligne sur les sites /
http://cnt-ait-toulouse.fr
http://cnt-ait.info
(CNT-AIT de Paris-Nord)
http://cnt.ait.caen.free.fr/
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

RENDEZ

Au début était notre Premier Mai. Celui de la lutte pour l'émancipation mondiale, contre le capitalisme et contre l'Etat. Celui de la dignité ouvrière. Un hommage aux "Martyrs de Chicago", les cinq anarchosyndicalistes condamnés à mort. : August Spies, Albert Parsons, George Engel, Adolph Fischer et Louis Lingg*1.

Puis le temps fit son oeuvre. Il y eut le 1er mai rebaptisé "fête du travail" par le maréchal Pétain, l'allié des nazis. Il y eut le 1er Mai carrément fasciste et religieux de "Saint Joseph Charpentier" institué par le généralissime Franco et son pendant, le 1er mai de la Place Rouge, où le petit père Staline et ses successeurs alignaient les engins de mort à l'infini et recevaient, du haut d'une haute et méprisante tribune, la soumission de la population… et tant d'autres cérémonies et parades dans le monde qui n'eurent strictement plus rien à voir avec la lutte de nos compagnons, voire même qui étaient une insulte pure et simple à leur mémoire. Ainsi y eut-il en France un 1er Mai 2002 dans lequel des foules immenses, ameutées par les partis et les syndicats de gauche et d'extrême-gauche, apeurées par un Le Pen, perdirent toute mesure et se mobilisèrent en masse pour *"faire barrage à Le Pen"* en renouvelant, avec un score de république bananière, le bail au pouvoir d'un certain Chirac*2. Lequel amenait dans ses valises, un certain Sarkozy… si bien que pratiquement toutes les mesures préconisées par Le Pen en 2002 sont appliquées aujourd'hui dans le pays. Gribouille s'était jeté dans l'eau pour que la pluie ne le mouille pas.

Bref, nous sommes vaccinés contre la récupération de cette date symbolique. Ce qui n'est pas une raison pour nous taire. Même si cela nous laisse le pénible sentiment de nous répéter, nous préférons avant tout d'être clairs.

Nous vivons un moment particulier dans l'histoire du capitalisme. Personne ne peut ignorer que le capitalisme a poussé un milliard d'êtres humains dans la famine et la pauvreté tout en organisant, sous le nom de "crise financière" la plus grande opération maffieuse de son histoire, et sûrement l'une des opérations les plus rentables pour une poignée de profiteurs. Ces faits d'une importance majeure, qui nous montrent d'évidence ce que cette société contient de profondément immoral et criminel, sont d'autant plus visibles qu'ils se traduisent ici aussi par des conséquences immédiates, même si elles sont (au moins pour l'heure) moins dramatiques que dans le tiers-monde : licenciements, vie chère et tout un tas de préoccupations matérielles… voilà le début d'une sorte de tsunami social dont on ne voit pas la fin.

C'est en prospérant sur cette crainte, et surtout en suscitant une espérance qui se limite au maintien du "statu quo" égoïstement individuel, que nos talentueux partis et syndicats, soutenus par tout un cortège de militants - les mêmes Gribouilles qui appelèrent si brillamment au vote de la peur en 2002 - remettent en selle le capitalisme qui commençait à se discréditer aux yeux de la population. Les uns le font tout à fait consciemment, les autres par opportunisme ou par crétinisme politique. Mais tous, quelles que soient leurs nuances, propagent qu'au fond le capitalisme pourrait être "moralisé", que seuls ses "excès" seraient critiquables*3. Et ils sont prêts à tout pour faire croire à leurs troupes que oui, ça y est, le capitalisme commence à se réformer, que, même, la redistribution des richesses ne va pas tarder à commencer… vraiment prêts à tout, même à saluer la bouffonnerie que constitue le décret de Sarkozy sur les stocks options*4.

-VOUS LE 4 MAI !

A preuve, voici ce que l'intersyndicale trouve à écrire sur son ridicule décret : *"Sur la question de la redistribution des richesses produites, le décret annoncé bien qu'insuffisant (!) est un début de remise en cause du système actuel."* (30 mars 2009). Que les états-majors se permettent d'écrire sereinement de telles stupidités (où peuvent-ils voir l'ombre du début du commencement d'une remise en cause du système actuel dans ce décret fait simplement pour donner le change ?) montre à quel point de cynisme - ou de ramollissement cérébral - ils sont tombés. Une telle énormité n'est pourtant rien à côté de celle qu'on nous a préparé pour le 1er Mai. Voici en effet, qu'au son des trompettes médiatiques, on nous présente la participation de la CFTC (confédération des travailleurs chrétiens), du syndicat de cadres et de FO au cortège comme *"un fait sans précédent"*, un fait sensationnel, quasiment historique. Comme si la participation, à ce qui s'annonce comme une promenade printanière, d'un quarteron de ratichons en civil, d'une poignée d'agents de maîtrise en détresse et de quelques résidus de permanents bedonnants était autre chose qu'une nouvelle tentative de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.



Les Martyrs de Chicago : A. Spies, A. Parsons, G. Engel, A. Fischer et L. Lingg

L'exercice est bien connu, il s'agit de masquer les causes d'un problème par ses effets. Et c'est l'utilisation d'expressions médiatiques et médiatisées, dans la plus droite ligne du marketing politique, qui lui confère son camouflage. On nous met en avant l'extraordinaire "unité" : tous les syndicats réunis dans un même cortège - enfin, penseront les plus naïfs -, du jamais vu !

Cette fameuse "unité" n'est ici qu'un argument de propagande pour ramener ceux qui commençaient à s'en écarter sous la houlette des syndicats.

Pour nous cette pesante mise en scène, cette "unité" de façade est tout le contraire d'un appel à la lutte ; c'est un point d'orgue mis par la protestation officielle avant … les vacances. Si ces bonzes syndicaux de tout acabit, bras dessus-dessous, s'embrassent devant les caméras, c'est pour mieux étouffer la lutte. Car, après avoir mis du baume au cœur des manifestants (qui se verront si nombreux, si puissants) que feront les centrales syndicales ? Elles se congratuleront d'un tel résultat, et puis elles annonceront qu'elles *"vont se réunir pour étudier les suites à donner à cette manifestation dont le gouvernement et le patronat auraient tort de ne pas mesurer l'ampleur"*[*5]… une "étude" qu'elles espèrent bien poursuivre tranquillement jusqu'à l'été.

Ainsi est gérée, sur le plan psychologique, la crise : en faisant alterner dans le cœur de chacun l'espoir d'être entendu (en réveillant le mythe de l'unité syndicale) avec la déception de ne pas l'être, et en nous suggérant alors que : *"Si on n'y est pas arrivé en étant si nombreux, alors, il n'y a plus rien à faire…"*.

Mais, après le 1Mr Mai, il y aura un 2 et un 3 Mai (un pont !), et surtout un lundi 4 Mai. C'est là, et dans les jours suivant, dans la reprise, la poursuite et l'extension des luttes auto-organisées, loin des cornacs des mammouths du syndicalisme, que peut continuer à se construire la véritable unité des exploités. Celle qui repose sur leur solidarité sans frontières et sur l'élaboration d'une perspective collective de changement de société.

Des militants CNT-AIT

_1.- Quatre furent pendus, le cinquième se suicida avant. Le patronat ne leur pardonnait pas leur rôle dans les grandes grèves ouvrières de cette ville. Ils furent arrêtés à la suite d'une provocation. Le 4 mai 1886 en effet, à la fin d'un meeting de protestation contre la répression que les travailleurs des usines Mc Cormick subissaient (ils étaient en grève pour la journée de huit heures comme 340 000 autres travailleurs des USA), un individu inconnu de tous les manifestants (et jamais retrouvé) lançait un engin explosif sur des policiers. Un fut tué sur le coup. Dans le chaos qui en résulta, sept autres agents étaient tués, et les dommages dans le public furent élevés. _2.- La CNT-AIT fut une des rarissimes organisations à appeler au boycott du 1Mr comme du 2ème tour. _3.- Les "excès", pour eux, c'est quant le capitalisme montre un peu son vrai visage ici, quant il le montre, comme il le fait constamment, dans le tiers-monde, cela ne les empêche pas de dormir. _4.- Le décret concerne un nombre de patrons qu'on peut compter sur les doigts de deux mains (et encore, il reste des doigts…) pour une période ridiculement courte. Tous les autres patrons pouvant continuer à se gaver. L'excuse ? On nous dit qu'un tel décret ne peut concerner que les entreprises qui profitent des largesses de l'Etat. Comme si presque toutes n'en profitaient pas, ne serait-ce qu'au travers des multiples primes et autres allégements de charges qui leur sont accordées sur le dos des salariés ! _5.- Cet article ayant été rédigé mi-avril, nous n'avons, bien sûr, pas les originaux des déclarations qui suivront les manifestations du 1Mr. Nous prenons le pari qu'elles ne seront pas très éloignées…

GREVES SPONTANEES A AIRBUS

Depuis maintenant deux ans des salariés anarchosyndicalistes de l'aéronautique mènent un travail de fond régulier dans leurs entreprises. Il ne s'agit pas d'y déclarer des sections syndicales qui les auraient aussitôt fragilisés mais bien d'entretenir discrètement un réseau d'informations et de discussions informelles entre les travailleurs. Les militants de la CNT-AIT ont appuyé cette action par une présence régulière faite d'affichages, tractages et cafés aux portes du vaste site industriel d'Airbus.

Il faut rappeler que le site d'Airbus-Toulouse est d 'une importance stratégique capitale. Non seulement du point de vue économique et symbolique, mais aussi de par le nombre de salariés : ceux du coeur de la production ajoutés à tous ceux de la sous-traitance est considérable. Dans le contexte de crise sociale actuelle leur mise en mouvement aurait donc des conséquences décisives dans la région et serait très importante pour le pays.

Cette importance, le pouvoir la connaît. C'est pourquoi l'histoire de l'entreprise est aussi l'histoire d'un encadrement syndical strict duquel dépend non seulement le Comité d'Entreprise mais aussi les embauches. Ce sont des syndicalistes, surnommés les "tontons" par les ouvriers, qui font qu'on "entre" ou pas chez Airbus. Aussi, jusqu'à présent, les luttes sociales et surtout l'idéologie sous laquelle elles étaient menées étaient-elles parfaitement sous contrôle. C'est ce qui explique que l'an dernier la direction s'est cru suffisamment forte pour bafouer les salariés en leur allouant une prime annuelle dérisoire de 2,80 euros. Mal lui en a pris, car la riposte fut contondante : La provocation patronale de 2008 occasionna une grève immédiate (et ce, malgré la tentative de démoralisation des syndicats). Les ateliers de différents sites, dont celui de Toulouse, s'arrêtèrent illico, ce qui eu pour effet un recul tout aussi immédiat de la direction qui lâcha 800 euros en sus.

Chat échaudé craignant l'eau froide, le constat étant que les syndicats ne suffisaient plus à maintenir l'ordre, la tactique suivie en matière de primes par la direction fut cette année entièrement opposée à celle de 2008. La veille de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars dernier, les salariés purent donc apprendre, qu'en pleine période de crise dans l'aviation, leur prime d'intéressement était revue à la hausse et passait de 2,80 euros (en 2008, avant la grève) à 1 590 euros (en 2009) ! Le patronat escomptait certainement ainsi calmer les plus ardents des ouvriers. Il n'en fût rien.

Le mercredi premier avril au petit matin, plus de 150 étudiants en lutte diffusèrent lors d'un barrage filtrant des milliers de tracts sur le site d'Airbus, occasionnant des embouteillages de plus de 20 Kms sur les routes y donnant accès, et cela, qui est le plus important, avec la sympathie des salariés qui se rendaient à leur travail. (Cf. témoignage)

Ce tract, qui n'était signé d'aucune organisation politique ou syndicale se terminait par ces mots : *"Auto-organisons nous sur nos lieux de lutte, lieux de vie, lieux d'étude, lieux de travail….Pour construire ensemble la grève générale."*

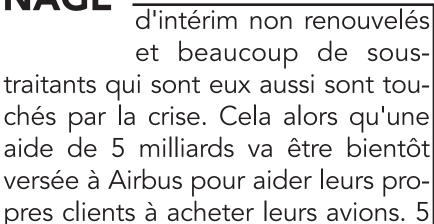
Cette action a suffisamment marqué les esprits pour que le lundi suivant ait encore lieu une grève spontanée sur la chaîne de production de l'A 320. Ces faits nous prouvent bien l'efficacité de l'action collective et solidaire. Comme dans d'autres conflits (on le voit dans les usines en lutte contre les licenciements comme Caterpillar) le pouvoir combine à la fois la carotte et le bâton. Son but est à chaque fois d'isoler les gens et d'empêcher leur unité réelle. Qu'il organise lui-même la promotion de l'unité syndicale, qu'il essaie d'acheter les consciences ou qu'il tente d'en réprimer d'autres, c'est toujours ce même but qu'il poursuit.

C'est pourquoi nous n'en resterons pas là et les anarchosyndicalistes continueront à intervenir pour que l'action se fasse de plus en plus collectivement et sur des bases saines.

C et P

TEMOIGNAGE

Sur l'initiative d'étudiants en lutte depuis deux mois, un barrage filtrant à foutu une pagaille monstre sur la rocade et aux entrées d'Airbus. Leur "revendication" était simple : appel à la grève générale. Je fus très surpris mais ravi de voir que les étudiants et les travailleurs peuvent être solidaires. Plusieurs tracts distribués, avec sensibilisation auprès des salariés et des sous traitants d'airbus. Après tout, c'est bien de nos luttes que dépendra notre avenir.



Même si aujourd'hui les avions se vendent toujours autant, à Airbus, il y a cependant beaucoup de contrats d'intérim non renouvelés et beaucoup de sous-traitants qui sont eux aussi sont touchés par la crise. Cela alors qu'une aide de 5 milliards va être bientôt versée à Airbus pour aider leurs propres clients à acheter leurs avions. 5 milliards encore pour les riches.

Bravo aux étudiants, bonne initiative. Barrage filtrant à Airbus, c'est efficace. D'autres entreprises connaissent aussi des difficultés (FREESCALE, LU...) et Météo France était en lutte en octobre dernier… il y a de quoi faire ! J'espère que les étudiants on eut aussi un bon retour suite a cette action.

Un salarié d'Airbus

MARRE DU TRAIN-TRAIN QUOTIDIEN !

à propos des incidents récents sur le réseau ferroviaire banlieue Nord de la SNCF

Jeudi 2 avril, encore une fois, le réseau ferré nord était paralysé. Comme usagers des transports en commun, nous en avons marre de cette situation persistante.

Au lieu d'avoir des trains et des RER pour pouvoir rentrer chez nous après une journée de travail harassante, nous avons eu droit à un déploiement policier hors norme. Il s'agissait de *"canaliser les mouvements de voyageurs"*. On se serait cru en état de siège. L'Etat aurait-il peur d'un débordement populaire ? C'est vrai qu'il y a de quoi !

Car après avoir essayé de nous faire gober pendant des années que les dysfonctionnements répétés des transports étaient dus aux grèves, puis plus récemment après avoir essayer de nous faire croire à un complot de saboteurs anarcho-autonomes, la vérité éclate aujourd'hui telle qu'elle est :

Le réseau de transport ferré est complètement pourri !
Ou plutôt le Pouvoir, l'a laissé pourrir !

Car cette situation calamiteuse est bien le résultat d'une politique systématique, menée par la SNCF et son actionnaire principal, l'Etat. On ne compte plus les suppressions de trains ou de lignes (pour cause de *"non rentabilité"*), les retards liés au manque de personnel ou encore les ruptures de caténaires ou de transfo, du fait de l'entretien insuffisant du réseau. Cette politique vise à un but : détruire toute notion de service public social, pour la remplacer par un système complètement marchand. Si ses effets catastrophiques sont visibles à la SNCF, c'est la même politique qui est à l'œuvre dans les hôpitaux, les écoles, les maisons de retraite, le logement, les systèmes d'assurances sociales (sécu, assedic, etc.), la recherche, etc.

Cette politique de destruction massive n'a pas d'étiquette de parti, elle est menée aussi bien par la gauche que la droite. Lesdits services publics sont utilisés aujourd'hui par l'Etat comme l'instrument d'une ségrégation sociale : radiation ANPE, exclusion et non attribution de logement, difficulté de prise en charge de la santé, sélection (restriction des bourses, par exemple) et formatage scolaire, fichage et dénonciation par les services dit sociaux, recherche publique orientée par les besoins des firmes capitalistes (OGM, nucléaire, armement, biométrie et traçabilité...).

Selon nous, un service public doit être une propriété sociale et collective, qui de fait appartienne à tous. Il se doit d'être réellement démocratique, c'est-à-dire sous le contrôle de la population. Il acte une politique d'intérêt général qui doit garantir l'accès de tous aux besoins fondamentaux (logement, santé, transport, éducation, etc.) et pratiquer l'égalité de traitement. Il doit associer qualité et gratuité.



Mais cela nécessite un changement radical au niveau politique et social, qui replace l'être humain, la solidarité et la liberté au cœur du projet social.

Il est temps de nous retrouver, de discuter et de nous organiser, pour ne plus subir et préparer la rupture nécessaire avec le train-train quotidien.

CNT AIT PARIS - vendredi 3 avril 2009

MOLEX

On a les machines, ...on les garde !

Depuis plusieurs mois, les salariés de Molex sont en lutte. Le patron sans scrupule a même revendu les brevets. Alors, il faut se battre et lui faire payer sa malveillance. La culture de la lutte ça se gagne en la pratiquant. Si Molex ferme, c'est tout le village de Villemur qui ferme. Des familles entières risquent de se retrouver à la rue, tout ça à cause d'un bourgeois qui veut encore plus d'argent.

Mais les machines sont encore dans les murs. L'outil de production doit appartenir aux ouvriers.

Pour lutter contre le capitalisme, il y a la solidarité ; celle des gens de Villemur mais aussi celle des ouvriers de tout le pays. Partout dans le monde, comme récemment en Argentine ou encore en Allemagne, des entreprises délaissées par le patron sont autogérées par les ouvriers, et ça marche !

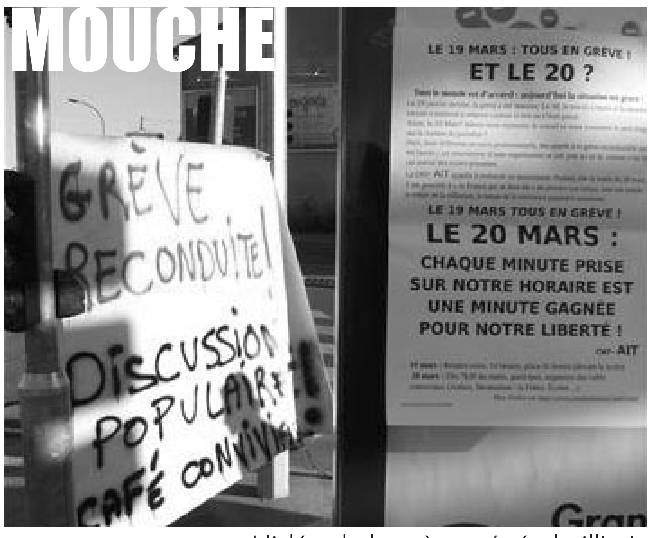
Dire que cela sera simple dans la situation actuelle serait mentir. Mais il faut se retrousser les manches et se serrer les coudes. Nous sommes ouvriers et précaires et nous sommes unis et solidaires. Et c'est ça la nature de l'Homme ! Contre l'exploitation et la domination, il y a l'entraide et la combativité.

Il faut tout tenter pour ne rien regretter. Gardons la tête haute, et s'il le faut c'est avec un poing rageur que nous conserverons les machines de Molex.

Pour un autre futur, pour un monde meilleur ! Alors oui il faut se battre, alors oui il faut gagner.

Soirée de soutien à Molex **(voir p. 20)**

DES ACTIONS QUI FONT MOUCHE



Pendant une semaine de tractage intensif, vers la mi-mars 2009, nous, les compagnons de la CNT-AIT de Montauban, avons pu constater que le mécontentement, la grogne et la colère se sont généralisés au sein de la population.

Le jeudi 19 mars, aux abords de la *"manif unitaire à l'appel des directions syndicales parisiennes"*, nous avons distribué plusieurs milliers de tracts. Grâce à de nombreux et riches échanges nous avons constaté que sur 10 personnes, 9 étaient d'accord avec le fait que *"la grève doit aller jusqu'au bout !"* sans concessions, que ces grèves sporadiques du 29 janvier et du 19 mars sont *"ridicules !"*

Le vendredi 20 mars au matin, en plein coeur de Montauban et en simultané avec les compagnons de la CNT-AIT dans d'autres villes, nous organisions une pause café dés 7h du matin où nous invitions les passants et les automobilistes, toujours aussi réceptifs, à retarder leur embauche en prenant le temps de discuter avec nous sur l'impérative nécessité d'agir. Dans ce contexte très favorable nous décidions alors de ne pas nous arrêter en si bon chemin et d'organiser deux barrages filtrants dans les différentes zones industrielles de Montauban dés la semaine suivante.

Ainsi le lundi 23 mars, après avoir distribué plusieurs centaines de tracts à la gare de Montauban vers 5 h 30 du matin, nous nous rendîmes donc sur un des ronds points centraux de la zone industrielle nord de Montauban, munis de nos tracts sur lesquels il était laconiquement inscrit : "GRÈVE GÉNÉRALE !!"

S'ensuivirent deux heures de barrages filtrants pendant lesquelles les automobilistes et les routiers soutinrent spontanément notre démarche : certains revenant avec le tract scotché sur leur pare-brise ; d'autres revenant pendant 5 minutes bloquer le rond-point en discutant avec nous ; des camionneurs filant le coup de main en roulant au ralenti ; une femme nous disant que dans son hôpital l'idée d'une grève dure se répandait de plus en plus. *"On les aura !" ; "On passe le mot !"; "Oui, comme en Guadeloupe !" ; "Y'a que comme ça qu'on y arrivera"* ; etc.

Il y avait bien quelques réactionnaires aussi, mais très peu. Ils faisaient la tronche mais furent vite remballés, très vite...

Plusieurs milliers de tracts distribués donc pendant ces deux heures de barrages. Le riche dialogue qui s'établissait rendait alors très perceptible une demande nouvelle de solidarité. Pour cette première, les objectifs étaient donc largement atteints : Solidarité entre les exploités d'une part et de gros bouchons dans le coeur de la zone industrielle d'autre part, avec bien sûr pour conséquence un ralentissement économique certain.

Mardi 24 mars, deuxième barrage filtrant à 7h du matin dans la zone industrielle sud.

Comme la veille et les jours précédents, des gens très réceptifs, voire même déjà en lutte et s'auto-organisant pour la grève générale dans leurs entreprises respectives (cheminots, camionneurs, éboueurs, etc.). Une adhérente de la CFDT de plus en plus mécontente quant à l'attitude de sa direction syndicale nous contait qu'elle commençait à se battre indépendamment de celle-ci. Elle faisait avec nous le plein de solidarité... De nombreux camionneurs posaient aussi le papier sur leur pare brise. On ne voyait que ça. Des routiers espagnols avec qui on a pris le temps de discuter sont repartis le sourire aux lèvres, tout comme ceux qui repassant deux ou trois fois par-là klaxonnaient le poing levé.

Mille six cents tracts furent distribués en un peu moins de deux heures.

L'idée de la grève générale illimitée progresse donc. Autant de gens d'accord avec nous, c'est surprenant. Quelque chose a donc changé. Et ce n'est pas nous qui avons molli, mais la population qui s'est radicalisée. La lutte continue donc plus que jamais !

Cependant le Pouvoir, bien que fragilisé par une perte certaine sur le terrain idéologique, nous prépare des coups plus tordus les uns que les autres. Également nombreux sont ceux parmi les ennemis de la Liberté qui nous concoctent eux aussi leurs mauvais coups... Osons espérer également que les individus, groupes et organisations libertaires, qui se radicalisent aujourd'hui, ne se "refroidiront" plus. Osons espérer aussi qu'un quelconque événement médiatique de Diversion, d'envergure mondiale ou non, ne nous détourne plus de l'objectif final qu'est La nécessaire Révolution Sociale Mondiale !

C'est bien une montée en puissance d'actions concrètes qui est nécessaire pour le développement du processus en cours. La tension sociale actuelle permet bien des possibles. Ce qu'il faut c'est de l'ambition révolutionnaire et du pragmatisme : nous ne pouvons plus considérer la perspective révolutionnaire comme une utopie mais bien comme une nécessité.

Pour développer et massifier ce processus et les forces révolutionnaire, il faut au révolutionnaire contemporain poser des actes cohérents, pragmatiques et contagieux. Aussi grâce à la détermination révolutionnaire tout deviendra possible !

Y'à plus qu'à

PAS TOUCHE A MA POUBELLE

Mercredi 11 février 2009 : Un tract ferme, déterminé et un brin humoristique, commence à circuler dans les rues de Montauban (voir encadré). Les habitants de la rue Bessières ne sont pas d'accord qu'on leur ait piqué leurs poubelles. Ils finissent par obtenir un rendez-vous à la mairie. Un petit groupe de 2 ou 3 personnes s'y rend, une sorte de délégation. Mais personne ne les reçoit : on leur a posé un lapin. Qu'à cela ne tienne, les habitants ont compris, dorénavant il n'y aura plus de délégation : ils agiront soudés, en bloc.

Cinq jours passent. Des centaines de tracts sont distribués et 600 signatures collectées pour leur pétition. La presse locale leur fait du gringue. Un débat s'en suit et bien que tout le monde ne soit pas d'accord, un mandaté se rend le lendemain à la Dépêche du Midi, dont le PDG est aussi le président du Parti Radical de Gauche (PRG). Le tract initial, critiquant les politiciens de tous bords, est alors sournoisement transformé dans le journal en un simple communiqué anti-mairie-UMP. Qu'à cela ne tienne, les habitants ont compris, dorénavant ils ne feront plus confiance aux journalistes : Ils communiqueront leur information eux mêmes, en tractant dans la rue...

Le 6 Mars au soir les habitants auto-organisés jettent tous ensemble à la même heure plus de 200 sacs poubelle sur la chaussée. Pendant la nuit, la rue est entièrement déblayée et pour la première fois depuis très longtemps elle est même nettoyée au jet d'eau...

Le Lundi 9 Mars au soir : les habitants ont accepté une réunion proposée par la mairie. Toute l'équipe municipale est là, sauf la mairesse. Ils sont dans leurs petits souliers... Les habitants eux sont venus en nombre : 40 personnes sont là, dans une salle de conférence à quelques encablures de la rue Béssières, et pas à la mairie. Ils viennent donc préparés, soudés, en bloc, non pour demander mais pour exiger une seule et unique chose : *"Nous ce qu'on veut, c'est nos poubelles !"* Ah il faut les voir démonter un à uns les officiels qui cahin cahotent... :

- Un Intervenant Mai-rie :

"Nous avons fait une longue étude sur le ramassage des poubelles et..."

- Un habitant :

"Oui ben vous pouvez en être fier, nous on habite ici et on voit le résultat de vos longues études. Nous ce qu'on veut c'est nos poubelles !"

- Un Intervenant Mairie :

"Dans d'autres quartiers on centralise aussi le ramassage des déchets, et ça se passe très bien"

- Un habitant :

"Faux ! Les habitants d'autres quartiers sont venus nous voir parce que eux aussi ne sont pas contents... Nous ce qu'on veut c'est nos poubelles !"

- Un Intervenant Mairie :

"Ne vous inquiétez pas, si des gens d'ailleurs font preuve d'incivilité en venant encombrer vos nouveau containers, les policiers municipaux après enquête (fouille des poubelles) pourront les verbaliser"

- Un habitant :

"Quoi ! Après nous avoir saboté un service qui fonctionnait jusqu'à aujourd'hui, vous voulez en plus nous fliquer ! Si des gens viennent d'autres quartiers pour jeter leurs ordures ici, c'est peut-être justement parce que leurs nouveaux "containers centralisés" sont saturés... Nous ce qu'on veut c'est nos poubelles !"

Et de rebuffades en rebuffades, on pouvait voir ce soir là les souliers de la délégation municipale rétrécir à vue d'oeil. Et ce fut la victoire, la délégation plia : les poubelles seront rendues. Les habitants partirent et boycottèrent le buffet qui avait été monté dans une salle connexe...

Le 20 Mars 2009 au matin : les habitants retrouvent tous leurs poubelles devant leurs immeubles !

Depuis ce jour, les trottoirs de la rue sont en travaux pour être refaits à neufs, les panneaux d'affichages revendicatifs de la rue Bessières sont les seuls de la ville à ne pas être recouverts, et il règne dans la rue une ambiance chaleureuse. Les habitants se saluent, se parlent et évoquent même pour cet été l'organisation d'un repas de quartier...

Un témoin actif

Où sont passées nos poubelles ?!!

Début Février, nous les habitants de la rue Bessières de Montauban, nous nous sommes réveillés sans... nos poubelles ??

Nous pensions à une bonne farce d'un joyeux luron, mais nous apprîmes de manière tout à fait hasardeuse que ces containers à poubelles, dérobés à notre insu, avaient disparu sur ordre de la mairie !

Après de très nombreuses tentatives et prises de contact avec les services de la mairie, nous ne savons toujours rien !

Faut-il appeler " SOS Poubelles Disparues " ?

La seule chose qu'on a bien voulu nous dire, c'est que désormais nous devrons continuer de payer notre taxe ménagère comme si de rien n'était. Ou Comment supprimer un "service public" déjà payant (!) tout en en conservant les bénéfices !!

Nous, habitants de la rue Bessières, ne l'entendons pas de cette manière et refusons catégoriquement ces méthodes autoritaires ! Comme d'habitude, avant les élections on nous sature de part et d'autres avec d'insupportables promesses, et après il n'y a que les problèmes qui restent. Nous entendons récupérer nos containers à poubelles avec le service qui correspond !

Nous mobiliserons notre rue jusqu'à la victoire.

Les habitants de la rue Bessières

A la suite d'un débat ayant réuni en région parisienne des militants de différents horizons anarchistes, un des participants a rédigé, sous le titre *'Société d'hier et réalité d'aujourd'hui : Quelle présence dans le monde pour les libertaires ?"* une synthèse de ce qui s'est dit. D'abord publié par "Espoir" (bulletin de la CNT-AIT sur Paris) ce texte que nous reprenons ci-contre est avant tout une invitation lancée à chacun à participer à des échanges les plus ouverts possible. Les deux articles suivants, *"Perspectives sociales dans le contexte actuel"* et *"Si vis pacem, para bellum"* sont des réflexions qui s'insèrent dans ce cadre. Enfin, deux autres textes *"Manipulations : A qui profite le crime ?"* et *"De la nécessité de déserter les contre-sommets illustrée par le siège de Strasbourg"* portent le débat, de façon certainement plus polémique mais toujours aussi ouverte, sur des aspects tactiques de la lutte en prenant appui sur les récents événements de Strasboug.
Vous pouvez nous faire part de vos propres contributions par courrier ou mail à la CNT-AIT de Paris ou sur le forum de la CNT-AIT de Caen ou auprès de la rédaction de ce journal.

Société d'hier et réalité d'aujourd'hui : Quelle présence dans le monde pour les libertaires ?

LA FIN D'UNE ÉPOQUE ?

La crise sociale qui traverse depuis plus de trente ans les sociétés où sévit le capitalisme avancé est en train de se doubler d'une crise économique majeure dont l'ampleur reste actuellement inconnue pour une bonne part. Mais cette crise économique est plus grave que ne le laissent entendre les spécialistes des idées courbes appelés couramment économistes. Il ne s'agit pas d'une crise financière seulement, mais bien d'une crise de surproduction liée à la paupérisation et, par conséquent, à la difficulté pour les capitalistes de trouver des nouveaux marchés. Quelle que soit l'issue de cette crise, on peut déjà dire qu'elle devrait se solder par un appauvrissement supplémentaire des classes populaires et des classes moyennes du fait de la socialisation des pertes (ce en quoi consiste effectivement la nationalisation du système bancaire), mais aussi en raison du chômage. Par ailleurs, cet état de crise risque de renforcer encore la domination et la violence d'Etat. On aurait tort en effet de penser que le capitalisme, à la faveur de la crise actuelle, pourrait s'écrouler de lui-même. L'exemple argentin a montré que le capitalisme pouvait se relever après s'être effondré. En 2001-2002, une fuite des capitaux a provoqué la faillite du système bancaire argentin et la paralysie de l'économie du pays. Les travailleurs ont même, de fait, assurés de façon autonome la gestion de leur entreprise après que les capitalistes se sont évaporés dans la nature pour ne pas avoir à régler la facture : faire tourner une machine économique devenue temporairement non rentable. Mais cette pratique de l'autogestion, "apolitique" dans bien des cas, était plus une façon pour les travailleurs de gérer en réalité la crise que de passer à une appropriation collective des moyens de production dans le but de socialiser l'économie. En l'absence d'une réelle volonté politique de liquider le capitalisme du côté des travailleurs, l'Etat a pu reprendre la main. Finalement, les patrons, en s'appuyant sur l'Etat, ont pu contrôler à nouveau les moyens de production et exproprier les groupes de travailleurs qui avaient spontanément mis en pratique l'autogestion pour des raisons tenant à la survie en période de crise aiguë. Sans un mouvement d'opposition radicale organisé, le capitalisme peut donc se relever d'une crise qu'il a provoqué en raison d'une forme de rationalité irrationnelle pour ne pas dire délirante.

QUAND LE CAPITALISME PREND DE L'AVANCE...

Après les grèves de 1995, les plus optimistes d'entre nous ont parlé d'un retour de la classe

ouvrière sur la scène politique. Mais avec le recul, et après les échecs des grèves de 2003 sur les retraites et l'incapacité à développer une riposte collective face à l'offensive capitaliste, ont peut se demander si décembre 1995 n'a pas marqué la fin d'une époque plutôt qu'une continuité. Ce n'est pas que les antagonismes sociaux ou les intérêts de classe aient disparus, c'est plutôt que nous regardons passer le train des "réformes" imposées par les capitalistes et leurs représentants politiques en restant coincés sur le quai... Chômage de masse, intérim, temps partiel, précarisation, individualisation du travail, heures supplémentaires, exploitation intensive de la force de travail, flexibilité… S'il fallait désigner la grande figure de notre triste époque, le grand artisan de notre monde, il faudrait assurément citer le Capital plutôt qu'une quelconque classe révolutionnaire.

En même temps, les métamorphoses du travail ont provoqué l'irruption de nouvelles formes de lutte : mouvements de travailleurs précaires, de sans papiers, de mal logés. Elles ont parfois débouché sur l'action directe : occupation sauvage de logements, réquisition de marchandises, appropriations collectives et sauvages, gratuité ou auto réductions.

Par ailleurs, ces mouvements ont souvent tenté de s'auto-organiser en faisant le choix de collectifs, de comités ou de coordinations. On a même vu apparaître en certaine occasion le mot d'ordre de convergence des luttes. Le mouvement libertaire peut donc y voir à juste titre une réapparition de certaines des idées qu'il a toujours encouragées. Toutefois, faute d'avoir pu donner un contenu politique radical à l'idée de convergence des luttes et de coordonner les efforts, ces pratiques et ses formes d'auto-organisation, mêmes timides, n'ont pu être ni politisées ni diffusées très largement. Ces nouvelles formes de contestation politique ont semblé un temps se cristalliser autour du mouvement altermondialiste. Mais outre la répression et la normalisation dont il a fait l'objet, il n'a pu se dégager d'une ambiguïté fondatrice du mouvement : lutte contre le libéralisme ou lutte contre le capitalisme, remise en cause du fétichisme marchand ou abolition du salariat ? Finalement, le mouvement altermondialiste n'a pas réussi à être autre chose qu'un moment de la société spectaculaire marchande en donnant l'illusion d'incarner un nouvel internationalisme. Faute d'avoir pu s'enraciner dans des luttes réelles, il n'est resté qu'une chimère apparaissant le temps d'un forum mondial ou d'une réunion des grands de ce monde.

L'imagination sociale radicale contre la répétition du même.

En ces temps de rupture, l'ancien voisine avec le nouveau et nous nous attachons parfois à des fétiches : le mythe de la révolution espagnole, l'esthétique de l'émeute, le syndicalisme comme mode d'organisation privilégié des travailleurs. Revenir sur l'histoire du mouvement anarchiste peut nous permettre d'y voir plus clair.

A la fin du XIXème siècle, les anarchistes étaient dans l'impasse politique. Les attentats et l'individualisme anarchiste, la propagande par le fait, ont échoué. Le banditisme social n'a plus le soutien qu'il avait dans le prolétariat du début de siècle. Dans ce contexte, les anarchistes sont entrés en masse dans les syndicats ouvriers en voie de constitution pour en faire émaner la forme d'organisation naturelle du mouvement ouvrier. Mieux : ils ont donné un contenu politique à l'organisation avec le syndicalisme révolutionnaire et le mythe de la grève générale. A cette époque, les anarchistes ont su faire preuve d'une imagination sociale radicale en inventant un espace d'opposition politique original et en phase avec les des besoins des travailleurs, notamment ceux de l'industrie. Si les anarchistes veulent continuer à jouer un rôle politique dans la lutte anticapitaliste et pour l'émancipation sociale et politique, ils vont devoir faire preuve de la même imagination politique créative. Les syndicats ne sont-ils pas devenus des bureaucraties plus jalouses de leurs intérêts que de l'idée de libération sociale ? Les partis politiques ne transforment-ils pas les espoirs révolutionnaires en machines de guerre qui dévorent ses enfants ?

CRÉONS DES ESPACES D'OPPOSITION POLITIQUE INÉDITS !

L'actualité récente montre que, en certaines occasions, l'imagination populaire peut se mettre à l'œuvre. C'est ce qui s'est passé lors de la révolte de la région de Oaxaca (Mexique, 2006). Les habitants insurgés ont remis à l'ordre du jour la démocratie directe en établissant une assemblée populaire souveraine ayant pour devise "liberté et dignité". Les autorités ont mis six mois à reprendre le contrôle de la région et à réimposer le régime politique et social légal. Sans vouloir enjoliver la réalité, les insurgés ont su réactualiser dans le présent les principes de la Commune, de la libre association et du fédéralisme en mettant fin, même de façon temporaire, à la division des opprimés, et notamment à la séparation entre la ville et les campagnes, le mouvement indigène et les luttes urbaines. La preuve, s'il en est besoin, que le vieux rêve bouge encore, même quand les feux semblent éteints...

Cette étincelle qui attend de devenir flamme et incendie dit notre révolte de ne posséder qu'un destin et notre volonté inassouvie de conquérir quelque chose comme une vie pleinement vécue. Cette utopie révolutionnaire, nous pouvons bien encore l'appeler socialisme libertaire ou communisme anarchiste.

Avril 2009,
un participant

PERSPECTIVES SOCIALES DANS LE CONTEXTE ACTUEL

Quelles perspectives dans le contexte social actuel ? Cette question récurrente, précise et vaste à la fois, mérite que l'on se penche sur le sens de certains mots et la signification particulière qu'ils prennent selon le contexte. Ces deux mots retiennent toute mon attention et me semblent devoir être compris pour bien appréhender le sujet. Tout d'abord : Perspective. Selon le dictionnaire, son sens exprime qu'il s'agit d'une vue, d'une vision de loin ; il concerne l'espérance ou la crainte d'événements considérés comme probables, possibles, quoique éloignés. Il prend toute sa signification lorsqu'on le replace dans un contexte social. Social : liens et rapports existant entre les individus, les individus et les groupes d'individus, et entre groupes d'individus.

Partant de là, la question m'entraîne dans une réflexion concernant l'avenir des rapports sociaux. La question sociale étant au centre de ma réflexion d'anarchosyndicaliste, elle reflète d'une façon plus large la question de la condition humaine, c'est-à-dire de la façon de vivre, de subsister, d'agir, de réagir, de penser, de se comporter et tout ce qui découle directement de l'existence en tant qu'être humain. Mais, même, comme cela, il me semble que le simple bon sens m'impose d'élargir la réflexion au-delà. Lorsque je parle de perspective, je me demande quelle visibilité il y a pour le mouvement social ; motivations, but, nature, force… Aujourd'hui, je constate, et non sans une certaine amertume, que l'horizon ne semble pas vraiment dégagé. Ce qui est constamment proposé c'est l'adhésion à un système qui n'en finit pas de prouver son iniquité, son inhumanité et son caractère résolument anti-social.

2 MODÈLES SEULEMENT ?

On ne pourrait (paraît-il !) y opposer qu'un modèle totalitaire dont le plus explicite des exemples serait le modèle bolchevique. Comme par hasard, ce que l'on y critique ce n'est pas sa réalité, celle d'un Etat dictatorial et d'un capitalisme étatifié, ce sont les principes derrière lesquels il s'est caché pour prendre le pouvoir et qu'il s'est bien gardé ensuite de mettre en œuvre. Ce sont ces principes qui sont signalés comme rétrogrades, car véhiculant des idées à caractère collectif, déclarées dès lors utopiques au vu de l'histoire, de la supposée nature de l'homme et de sa tout autant supposée propension à la destruction. A côté de cela, on redessine et on embellit le seul modèle prétendument "viable" ; le modèle libéral qui sans être parfait serait (paraît-il aussi) le seul à garantir un maximum de justice et d'abondance car dénué de toute idéologie et exclusivement tourné vers le pragmatique. Cela revient à opposer deux notions, l'idéologie et le pragmatisme, pourtant complémentaires; ce qui constitue en soi une aberration. Cet horizon capitaliste est montré comme "indépassable" et vécu comme tel par une bonne couche de la population. Cette société sans idéal s'efforce d'entretenir l'idée de suprématie en l'assimilant à une supériorité "naturelle". Et, elle est "indépassable", en effet, car pour aller au-delà, il s'avère nécessaire de se créer un projet, un idéal. Et, logiquement, cet idéal doit s'inscrire dans une perspective long terme, car il doit d'une part "recréer" un nouveau modèle anthropologique, et, ne peut, d'autre part, que remettre en cause les fondements de la société actuelle. En somme, cette perspective ne peut être que révolutionnaire et s'inscrire dans le long terme ; cela revient à dire qu'il faut s'atteler à la tâche dès maintenant car le futur ne se conjugue qu'au présent. Cet idéal, guide des perspectives immédiates et intermédiaires, ne jaillira pas du néant. Je vais essayer de montrer de quoi et comment il pourrait naître. Bien entendu ce n'est qu'un avis. Plus haut, j'ai parlé de modèle anthropologique et d'élargissement de la réflexion. Elargissement de la réflexion, oui, car il me semble qu'il faut être réaliste et partir de la situation présente avec tout ce qu'elle comporte. Ce sont les événements qui fourniront les opportunités, car ce sont eux qui font la réalité. Elargissement car l'individu (et le social) s'inscrit dans un cadre sociétal, qui est beaucoup plus large.

Ce mot (sociétal) est apparu, à ma connaissance depuis pas longtemps et je n'ai pas réussi à en trouver une définition dans le dictionnaire ou sur internet. Mais l'utilisation qui en est faite me laisse supposer son sens. Il me semble venir concurrencer quelque peu le mot social mais reste mal défini. Pour moi, il reflète le côté structurel de la société : les institutions, les structures administratives, juridiques, etc. et d'une manière générale la norme, tout ce qui encadre l'individu et les rapports sociaux, mais aussi tout ce qui contribue au contrôle social.

L'individu, qui vit dans une société, tend naturellement à l'influencer, mais, une société libérale, et "discrètement" autoritaire, lui impose par tous les moyens de se conformer à un modèle d'individu nécessaire à assurer sa continuité et impose de réprimer ses aspirations à tout un chacun. Au bout du compte, la société s'approprie l'individu et plus grave encore son esprit. Cette appropriation, je l'appelle le pouvoir. Mais, ici aussi, ce mot, souvent mal compris, mérite d'être repris. Il est souvent utilisé pour parler de gouvernement, c'est-à-dire du pouvoir politique. Mais, le pouvoir politique n'est pas le seul pouvoir. Il se décline en pouvoir financier, économique, répressif, médiatique, sans oublier le pouvoir éducatif ou religieux, et tous les moyens servant à canaliser la force de l'individu. Tous ces pouvoirs s'interpénètrent, se complètent, se soutiennent et forment un système qui va au-delà

même du social et qui synthétise, concentre, son pouvoir contre l'individu. Ce pouvoir qui règne par la confusion et fonctionne par influence, c'est le pouvoir du système, et cet état de choses rend complexe toute analyse.

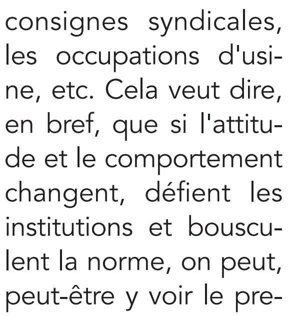
Aujourd'hui, de nombreux foyers de contestation et de révolte se développent. L'évidence du mensonge et de l'hypocrisie pour un nombre croissant d'individus qui se retrouvent abandonnés, sacrifiés par le système qu'ils adulaient il n'y a pas si longtemps encore n'est pas étranger à ce phénomène. Le système semble travailler à sa propre perte. Mais son pouvoir est bien réel, car il a investi les esprits et gouverne l'inconscient et donc, les fantasmes, les réflexes d'aversion, de rejet et d'adhésion, entre autres.

DROLE D'HERITAGE

Cet "héritage" que chacun se trimballe est le plus sûr allié du système, et, c'est lui qui constitue le vrai pouvoir, car c'est sur lui que s'appuie le système et c'est par lui qu'il assure et garantit sa survie. Aussi, femmes et hommes s'indignent mais ne s'insurgent pas. Ils se plaignent mais réagissent à peine… ils attendent, ils espèrent… ils ne (re)prennent pas l'initiative, leur liberté. Pourquoi ? Le système les éduque à être ainsi. Ils sont persuadés que c'est de cette façon qu'il faut être. Il faut être figurant, spectateur. Applaudir ou siffler, peu importe, mais toujours être un bon citoyen. Car si l'individu répond aux sollicitations, stimulations et appels des appareils du système, c'est qu'il en possède les germes, profondément inculqués dans son inconscient.

Cette "société du spectacle", comme certains l'appellent, est en fait une société de l'image. Je pense que l'image "réelle" que l'individu peut avoir de lui-même est confuse, voire totalement faussée, par le biais de l'image du "comment il faut être" que lui renvoie, systématiquement, l'environnement sociétal.

Et de cette confusion, entre ses aspirations et ce harcèlement mental, émotionnel et matériel, naît un individu immature et incapable d'assumer son véritable rôle de moteur social, et même son simple sens des priorités, si tant est qu'il lui reste encore accessible. L'Etat a une place de choix dans ce système, et il gère au mieux de "ses intérêts" les remous sociaux en s'appuyant sur ces relais mentaux et inconscients qui sont en place dans la tête des gens. Entretenant au mieux la culpabilité des individus grâce à une espèce de mécanisation comportementale ; le système tire profit du manque de réflexion de l'homme moderne. Si malgré la trahison des syndicats et des "élites" de gauche, beaucoup de personnes finissent quand même par y revenir, c'est parce qu'elles croient que sans eux ce serait pire et qu'elles sont persuadés que seules ces structures institutionnalisées sont à même de prolonger un peu leurs illusions. Ce qu'il m'apparaît important de comprendre, c'est que le système a totalement intégré le syndicalisme - comme toutes les structures de contestation qui acceptent ne serait-ce qu'un début de dialogue avec lui, ne serait-ce qu'un début de participation à ces institutions*1 - et qu'il les instrumentalise. Toutes ces structures, supposées constituer des "contre-pouvoirs", voire le contester (et dont les membres peuvent penser qu'ils sont réellement dans la contestation), permettent au système d'être informé finement, en direct, de l'état d'esprit des opprimés et surtout lui donnent les moyens de les "influencer" discrètement. Il règne une espèce de fascination de la part de la population pour un système qui, il est organisé pour ça, lui en fout plein la vue.



Malgré cela, ce qui aujourd'hui m'interpelle, ce n'est pas seulement la multiplication des foyers de lutte, mais, leur nature. Honnêtement, je dirais qu'il y a un retour d'esprit dans la lutte. Ce qui a changé ? C'est la prise de conscience qui conduit inexorablement à faire preuve d'imagination. Certaines personnes réinventent la lutte autonome et solidaire, la désobéissance civile, les débrayages non conformes aux consignes syndicales, les occupations d'usine, etc. Cela veut dire, en bref, que si l'attitude et le comportement changent, défient les institutions et bousculent la norme, on peut, peut-être y voir le premier pas vers le retour à une lutte révolutionnaire. Et l'idéal révolutionnaire se construira au fur et à mesure que ces luttes se développeront. La société libre, égalitaire et juste ne naîtra que de la lutte qui s'organisera autour de ces valeurs. Mais elle nécessite aussi, surtout, une régénération morale et une évolution consciente dans la lutte contre l'état d'esprit que le système nous inculque. La meilleure arme dont dispose le pouvoir c'est la culture de l'espoir entendu comme un espoir dans le caractère perfectible (pour ne pas dire sons humanisation) du système. Celui-ci semble si évident, même parmi de nombreux militants, qu'il est compréhensible que de nombreux individus y adhèrent. Mais, il faut abandonner cet espoir là et cultiver le réalisme, le sens de l'organisation et la solidarité. Car cet espoir là met l'action potentielle de l'individu "en attente". Il faut abandonner l'espoir dans le système, reprendre confiance en nous et agir lucidement, sans espérer de miracle ni sans désespérer et en exploitant les événements, en auto-gérant la lutte. Il me semble important de préciser que l'idéal révolutionnaire ne représente qu'un point de rupture et que cette perspective appelle à être dépassée ; elle ne constituera nullement un point d'arrivée final, mais un début.

Pépito

_1.- Dans le champ du travail, les "institutions représentatives du personnel", c'est-à-dire les élections de délégué du personnel, d'élus au comité d'entreprise et même les désignations de délégués syndicaux ont joué et jouent encore pleinement ce rôle.

SI VIS PACEM, PARA BELLUM !

Pour répliquer au trop fameux malaise social qui ronge notre existence, nous avons eu droit en cette fin d'hiver à une manifestation. N'en n'avez-vous pas assez ? Nous, oui ! A un point tel que cela risque de nous transporter dans le désappointement et le scepticisme, voire même dans un pessimisme schopenhauerien... Mais il ne peut en être, le renoncement n'est pas notre affaire ! L'entendement commande que l'on n'évacue pas ces deux questions : combien d'années (" Le temps perdu qu'on ne rattrape plus ", comme le dit la chanson) à déambuler et se perdre dans ces maudits centres-villes marchands ? Tel Sisyphe, faut-il battre le goudron ? Assurément, non !

Alors que la manifestation devrait traduire l'expression d'un rapport de force déjà à l'œuvre et de nature protéiforme (c'est-à-dire que ces initiateurs sachent se doter et user de moyens adaptés sur tous les endroits où l'Etat et le capital sévissent), elle n'est plus depuis fort longtemps que le rituel de l'impuissance qui se meut dans un espace socio urbain complètement déconnecté (ces maudits centres-villes marchands). Les bigots de gauche pense par là un établir un rapport de force. De fait, ils s'y retrouvent juste pour se compter et se tenir chaud dans leur huis clos. En effet, les bigots de gauche n'arrivent même plus à concevoir cette évidence. A part peut-être pour des apprentis politiciens dont la seule envie est d'intégrer les staffs qui s'emploient consciemment à amuser et illusionner les bigots de gauche, afin de mieux les diriger également vers les isoloirs ; ainsi, les bigots de gauche éliront leurs prochains maîtres qui se surpasseront dans le cynisme et la cuistrerie tout en chantant qu'*"Il n'est pas de sauveurs suprêmes : ni Dieu, ni césars, ni tribuns "*, etc. Ah, bigots de gauche ! Vous nous ferriez grassement rire s'il n'était que nous en payons très chèrement le prix.

On peut toujours incriminer les bureaucraties syndicales et leurs partis qui nourrissent savamment le mythe des lendemains qui chantent tout comme la religion. En l'occurrence, le rédempteur n'est plus Dieu mais l'Etat grâce à ce mensonge qui consiste à nous faire croire que ce dernier ne serait pas ex mais in petto, c'est-à-dire dans notre plus grand fort intérieur. Certes, si l'Etat découle d'une volonté et d'une action immanente de l'homme, il n'est pas le fruit d'une essence interne à l'homme, il n'est que le produit conventionnel lié aux sociétés inégalitaires. De fait, ces bigots de gauche en viennent même à rabrouer le marxisme auquel ils sont censés se référer. Celui-ci prétend que l'Etat est une incarnation de la superstructure qui est le reflet de l'infrastructure matérielle (économique) qui se modifient selon les processus sociaux historiques. Précisons également que la fonction de l'Etat est de maintenir par tous les moyens l'infrastructure, afin que les nantis puissent profiter sans crainte du profit (plus-value absolue et relative et spéculation…). La nature de l'Etat ne peut être que coercitive et elle se manifeste par les appareils répressifs d'Etat (la justice, la magistrature, la police, l'armée) ; mais il y a d'autres appareils d'Etat qui eux fonctionnent à l'idéologie (les médias, les syndicats-réformistes, l'école, la famille…) : ils assujettissent pour désubjectiviser toute conduite et pensée en les bridant dans cet impersonnel de masse sur lequel repose les contours du politiquement acceptable. Les appareils idéologiques d'Etat et les appareils répressifs d'Etat se complémentent. L'Etat est ce nouvel opium du peuple et le barbu doit s'en retourner dans sa tombe. Avec leur foi dans l'Etat, les bigots de gauche sacralisent l'exploitation et la domination. Mais ils prétendent comme la curaille délivrer l'homme des forces du mal dans leurs sermons doloristes à la petite morale compassionnelle, de cet humanisme misérable qui clame la rédemption, la réparation et la réconciliation ; au contraire, nôtre humanisme est absolu car il part du principe que chaque moment de l'existence est déterminé par la liberté qui s'acte et se structure dans le choix : il est impossible de s'y soustraire (*"les salauds n'auront jamais aucune excuse à nos yeux"*).

Partant de ce présupposé éthique, nous sommes de plus en plus nombreux qui attendons l'instant propice pour nous jouer de l'ennemi... et ainsi redonner à la manifestation son sens véritable : l'intelligence politique de la situation qui permettra de consumer ce vieux monde spectaculaire, avarié par l'argent que les parvenus célèbrent. Nous voulons renouer avec l'esprit et la fièvre des communes de Paris (1871), de Barcelone, de Carthagène et d'Alcoy (1873). Notre appétit qui nous porte n'est rien d'autre que d'y parvenir. Nous avons à développer notre puissance qui doit s'incarner dans notre autonomie collective, dont les bourses du travail et les athénées ont été le prototype. Il nous faut prendre notre mal en patience et accepter que cela puisse être l'œuvre de toute une existence, comme celle de Michel Bakounine, qui n'a jamais eu cesse de conspirer et de combattre pour l'idéal du communisme-anarchiste. Certains diront qu'il s'agit là du pessimisme, lequel ? Il sera serein et rationnel, dixit le philosophe Camillo Berneri, à l'instar de celui de Schopenhauer. D'autre part, nous partons de ce constat : l'esprit de défaite dans lequel le mouvement révolutionnaire s'est abîmé par son incapacité à être en situation. Comme le stipule le préambule de la déclaration de l'assemblée générale des travailleurs insurgés d'Athènes : *"L'histoire sera écrite par nous ou à notre insu"*.

Dans ce dernier cas malheur à nous, la postérité appréciera et jugera de notre finitude.

Paul-Anton,
mars 2009.

Manipulations :
A qui profite le crime ?



Le 30 mars dernier dans le département des Pyrénées Orientales, deux militaires de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure, des services secrets) ont trouvé la mort dans une séance d'entraînement.

L'exercice consistait à faire exploser une voiture, soit les conditions aujourd'hui tristement banales de ce qu'il est convenu d'appeler un "acte terroriste". L'actualité est ainsi émaillée depuis des dizaines d'années de sombres attentats à la voiture piégée dont seraient tour à tour responsables diverses organisations clandestines dite de lutte armée.

Le fait que des agents spéciaux des services secrets de l'état français aient trouvé la mort dans un exercice qui ressemble comme deux gouttes d'eau à ce type d'attentat n'a pas fait les gros titres des journaux, n'a pas appelé non plus les commentaires d'experts militaires et curieusement n'a pas encore fait frémir les adeptes de la théorie du complot.

Pourtant cet accident qui s'est produit quelques jours à peine avant les manifestations anti-OTAN de Strasbourg et les bien troubles événements qui les ont accompagnés auraient pu interroger à plus d'un titre. Car si la DGCSE s'entraîne à la préparation d'attentats, c'est bien sur l'ordre de l'Etat. Pourquoi donc l'Etat français ressent-il le besoin que ses agents secrets soient exercés à la pratique de tels actes terroristes ? Il nous semble que le fait que nous vivions actuellement une période de crise sociale inédite appartient à la réponse : Cette crise est aussi et surtout, une crise idéologique dans laquelle la croyance au système est profondément remise en cause et en tant que telle ne peut évoluer que dans deux grandes directions : La maturation des esprits ou le pourrissement de la situation.

La première voie est nécessaire à la mise en route d'un processus d'élaboration et de réflexion collective autour d'une nouvelle société. Le pourrissement de la situation permet le renforcement de l'appareil de gouvernance au travers de sa re-légitimation morale. Il va de soi que dans le but de se sauver lui-même le pouvoir ne peut adopter que cette dernière stratégie. Si la temporisation que nous voyons mise en oeuvre par les politiciens et les syndicats est un procédé pour y arriver, un autre moyen, qui reste très classique, est l'exacerbation d'un sentiment d'insécurité dans la population. C'est comme cela que le pouvoir peut obtenir la ré-adhésion de l'opinion publique en la faisant passer de la révolte à la lassitude. Il se trouve que les diverses officines étatiques ou para-étatiques largement subventionnées possèdent un éventail considérable de techniques et de moyens pour aller dans ce sens. L'histoire nous fournit suffisamment d'exemples. Parmi les plus récents citons la manipulation de groupes de jeunes révoltés par un mouchard de la police lors de la provocation dite de la SCALA en 1978 à Barcelone (voir notre précédent numéro), ou bien l'attentat de la gare de Bologne en 1990 perpétré par des fascistes italiens en connexion avec des services secrets de ce pays. Ces actes qui ont provoqué des dizaines de morts nous montrent bien de quoi est capable le pouvoir pour influencer la population et la jeter dans les bras de ses oppresseurs.

Tout cela doit nous faire regarder attentivement les incidents survenus à Strasbourg le 3 et 4 avril dernier. Le fait qu'ils étaient largement prévisibles et l'exploitation démesurée qui en a été faite suggèrent déjà la préméditation de leur instrumentalisation par le pouvoir. Une autre chose accentue cette impression : Il s'agit de l'incendie d'un hôtel Ibis. La préfecture a justifié dans un communiqué de presse le 6 avril l'absence de réaction des autorités par la volonté de privilégier *"la sécurité des personnes par rapport à la sécurité des biens"*. Ce choix avait été fait de longue date : les "biens sacrifiés" d'un côté, les "personnes en sécurité" de l'autre. Or, la préfecture ne pouvait pas ignorer qu'à l'hôtel Ibis, en plein milieu des "biens à sacrifier" elle avait sciemment logé six flics de la BAC, qui, ayant été de service la nuit, y dormaient au moment des affrontements et de l'incendie déclenché par on ne sait par qui. Ils ont eu le temps de fuir, mais avouez que, dans le cas inverse, 6 flics carbonisés par des manifestants, ça, cela aurait été de l'info et cela aurait justifié des mesures d'exception par le gouvernement.

Tout ceci invite à la vigilance : Que chacun fasse ce que lui dicte sa conscience et sa réflexion en se méfiant des "actions" dont on ne connaît ni les tenants ni les aboutissants ! Et surtout qu'en toute circonstance sensible, il se pose chaque fois la question de savoir si ce qu'il va faire va dans le sens de la maturation des esprits ou bien dans celui du pourrissement d de la situation.

Théo

De la nécessité de déserter les contre-sommets illustrée par le " siège de Strasbourg "

Hé oui ! Quitte à jouer le rabat-joie, le donneur de leçons ou le vieux c… (à mon âge, c'est précoce, diront mes contradicteurs...) me voilà à affirmer bien fort : aller à Strasbourg, comme à tout autre contre-sommet, est une erreur ! Pourtant loin de vouloir jouer les moralistes ou les donneurs de leçons c'est une critique constructive que je voudrais apporter à tous ceux qui prendront la peine de se confronter à cet article et avec qui je partage la révolte légitime contre l'OTAN comme contre toutes les guerres. Je m'exprime ici en tant que révolutionnaire soucieux de l'avancée du mouvement et souhaitant apporter sa pierre à l'édifice

INUTILITÉ DU RASSEMBLEMENT EN SOI

Dans la mesure où nous ne disposons pas d'un rapport de force suffisant pour empêcher la tenue de ce type de congrès, toute agitation autour ne sera que la manifestation de notre impuissance. Le constat doit être le suivant : le mouvement est trop faible pour affronter l'État sur son terrain (celui de la force), notre tache première est donc de renforcer le mouvement.

A quoi bon se lancer dans un combat perdu d'avance ? Montrer que nous existons, "vivre des choses intenses" ne font en rien avancer la cause révolutionnaire. Nous nous faisons plaisir tout au plus, et encore pour ceux qui ne se font pas choper. Si nous organisons un contre-sommet que ce soit pour contrer le dit sommet, sinon autant rester chez soi. Empêcher les quelques tyrans de boire du champagne (pour une fois dans l'année le remarqueront-ils seulement ?) en bloquant les accès aux fournisseurs ne les empêchera pas d'organiser la militarisation voire la prochaine guerre venant au secours de leur capitalisme en banqueroute. Par contre s'ils se trouvent face à un mouvement de résistance populaire autonome, massif et a-nationaliste ces derniers pourront toujours organiser tous les sommets qu'ils voudront, ce sera à eux de constater leur impuissance et plus rien ne pourra freiner leur chute. C'est à cette tâche que les anarchistes révolutionnaires doivent s'affairer et non pas servir d'entraînement à la police et d'alibi au pouvoir.



Ces contre-sommets ne servent donc à rien et cela de l'aveu même de certains participants aux Black Blocs

DES ERREURS STRATÉGIQUES

Rappelons un principe stratégique de base : frapper là où l'ennemi ne nous attend pas. Ne pas l'attaque de front là où il est en position de force mais là où il est faible. Les contre-sommets sont des pièges à loup dans lequel le pouvoir est trop content de nous voir tomber. A quoi bon s'amuser à la guérilla urbaine quand plus de 200 compagnies de CRS sont dépêchées et que l'armée occupe les rues ? Pourquoi aller à l'affrontement quand l'ennemi est plus fort que nous ?

Pourquoi aller se casser les dents à Strasbourg pour un résultat quasi nul alors que le climat social actuel réclame la présence des révolutionnaires dans les rangs des travailleurs en lutte (et sûrement pas en prison ou à l'hôpital) ?

Tant qu'à mener des actions ou à faire de la propagande anti-militariste/anti-guerre autant les mener ailleurs qu'à Strasbourg. La contestation aurait très bien pu être décentralisée. En agissant ainsi la liberté d'action aurait été bien plus grande, les forces de répression s'étant rendues massivement au sommet.

Aller à Strasbourg, c'est faire le jeu du pouvoir. C'est lui permettre de s'exercer, de tester dans la pratique sa méthode de contre-insurrection ainsi que de ficher les militants et de galvaniser les troupes en les mettant face à un ennemi réel (imaginez le moral des CRS dépêchés à Strasbourg s'ils s'étaient retrouvés seuls avec personne à affronter, à cogner... un KO psychologique en perspective).

Une autre erreur de stratégie est celle de ne pas discerner celle qu'applique la police, à savoir de déserter un quartier populaire afin que le Black Bloc s'y déchaîne. Alors qu'il aurait fallut s'y faire des alliés, la tactique de destruction est restée la même. Résultat : une incompréhension totale de la part des habitants, ces dernier allant jusqu'à poser le classique "mais que fait la police ?". Voilà comment légitimer auprès de la population la plus exploitée l'occupation policière et la répression.

LE RITUEL

Ces moments sont des instants de contestation spectaculaire. Tout y est orchestré, préparé, ritualisé aussi bien du côté des manifestants et activistes que du côté du pouvoir. Comme s'il s'agissait d'un rendez-vous : "venez tel jour, tel lieu, vous connaissez le programme", flics et Black Blocs se retrouvent comme de vieilles relations. Chacun joue son rôle et tout le monde rentre à la maison (sauf pour les malchanceux, mais la règle du jeu veut qu'il y en ait).

On ne peut guère douter de la sincérité de chacun dans son engagement. Mais il reste que cette sincérité n'amène qu'à une confrontation rituelle avec la symbolique de l'OTAN. Rituelle parce qu'elle obéit à des codes très établis, différents pour chaque groupe. Rituelle y compris dans les risques pris par les manifestants au cours des rencontres avec les forces de l'ordre. Rituelle parce qu'elle revient à intervalle régulier - quelle déception ce serait à la fin d'un sommet de ne pas se donner rendez-vous au prochain. Mais à reproduire les rassemblements nous ne construisons plus que ce rituel romantique et il n'y a rien à gagner ainsi contre des icônes.

UN TRAITEMENT SUSPECT DANS LA PRESSE

Il est assez curieux de voir la presse d'ordinaire si vive contre les "casseurs" et autres "débordements" être aussi peu vindicative à l'égard du Black Bloc. On pourrait croire que c'est l'air du temps, que l'époque est à la contestation radicale et que cela se ressent jusque dans les lignes des journalistes qui capteraient que "d'autres formes de luttes sont possibles", en particulier l'affrontement activiste. C'est peut être en partie vraie, il faudrait vraiment être aveugle pour ne pas voir que les mentalités ont changé et que des pratiques de plus en plus dures se développe et se démocratisent comme l'attestent par exemple les séquestrations de patrons. Ce serai toute fois être bien naïf sur le rôle de nos chers médias et des intérêts qu'ils défendent. Et ces intérêts ne sont sûrement pas ceux de la révolution.

La mise en avant de telles pratiques n'est pas neutre. L'intérêt que j'y vois, le voici : flatter les activistes du Black Bloc, leur faire penser que ça y est, les voilà enfin reconnus et compris, les encourager dans cette voie. Pourquoi ? La réponse est simple, pour orienter les éléments les plus radicaux de la société vers l'impasse de l'activisme, de l'agitation. Tant que les révolutionnaires cassent des vitrines et incendient des poubelles, ils ne s'organisent pas à la base pour une nouvelle société, tant que tous leurs efforts sont tournés vers l'insurrection, ils ne préparent pas la révolution. Voilà l'endroit où le pouvoir veut nous acculer. Il cherche aujourd'hui à créer un ennemi intérieur afin de légitimer la répression et la société de contrôle et de contrainte qu'il développe. Cela peut aussi servir à les exciter un peu, à les encourager à aller un cran audessus en leur faisant penser qu'un cap est franchi.



La mise en avant d'un livre comme l'Insurrection qui vient participe à la même démarche de création de points de fixation. En déclarant ce livre comme représentatif du mouvement en cour, en lui donnant la médaille de l'œuvre subversive du moment (ce qui reste dans la même logique consistant à flatter ceux qui s'en réclame), le pouvoir oriente les esprits les plus malléables vers ces types de courant et se protège ainsi d'un mouvement révolutionnaire et de lutte de classe.

DES POINTS POSITIFS TOUT DE MÊME

Cependant, on peut quand même trouver des points positifs dans ce genre de rassemblement et dans celui-ci en particulier. L'avantage indéniable de ce type de manifestation est de rassembler des gens venus du monde entier. Cela permet de créer des liens et des solidarités à une échelle a-nationale. Rencontrer des militants d'autres pays, partager leurs expériences, échanger des idées, prendre des informations sur les luttes en cours dans chaque pays… Voilà le grand intérêt de ces moments. Mais ce genre de rassemblement peut être organisé en dehors des lieux assignés par l'Etat. C'est à nous de créer de nouveaux espaces où de telles rencontres soient possibles, en toute autonomie d'organisation.

Un autre événement positif est la jonction faite avec certains habitants des cités qui avaient rejoint le cortège, du moins au début. C'est certainement ce qu'il y a eu de meilleur à retenir de ces trois jours.

SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DE LA RÉPRESSION

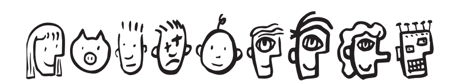
Il est inutile je pense de préciser que malgré toutes les critiques que j'ai pu faire, moi-aussi je me sens solidaire des victimes de la répression. Chacun peut exprimer sa solidarité en exigeant la levée des poursuites et la libération des détenus en écrivant ou appelant le tribunal de Strasbourg : Quai Finkmatt - BP 1030 - 67 070 Strasbourg Cedex (Fax: +33 ou 0 3.88.75.27.27 ; Tel: +33 ou 0 3.88.75.29.30). Chacun peut également se rapprocher du du Comité anti répression de cette ville : www.antirepression.org ou en appelant le 06.37.98.30.87

Pour conclure, je conseillerai simplement à chacun d'abandonner le folklore pour participer à la constitution d'un mouvement révolutionnaire à la base. Diffusons nos idées et nos pratiques dans la population, ne soyons pas des professionnels de l'agitation, de la contestation radicale mais soyons des porteurs d'un autre futur. Ne jouons pas à l'insurrection, à la guérilla urbaine quelques jours à l'occasion de grands rassemblements mais préparons la révolution en profondeur dans les luttes jour après jour. Composons nos stratégies à partir de notre réalité et arrêtons de répondre aux rendez-vous fixés par l'ennemi.

Fred

Boycott des élections européennes

Les 6 et 7 juin, les Français et les électeurs des vingt-six autres pays européens sont appelés à élire "leurs" représentants au Parlement européen. Pour la CNT-AIT, la réponse est évidente : le boycott. Cette année, nous voyons avec plaisir que nous ne serons pas les seuls à appeler au mépris des urnes. D'autres initiatives se font jour. Et c'est tant mieux. Nous reproduisons ci-dessous, pour l'information de nos lecteurs, des extraits d'un des appels qui circulent. Les arguments développés ne sont pas nécessairement les nôtres (en particulier en ce qui concerne la vision des Etats, des députés, de leur démocratie ou des "peuples") mais ils montrent justement comment, même d'un point de vue qui n'est pas libertaire, le boycott est nécessaire.



La participation à l'élection européenne rend les citoyens européens complices des manipulateurs de Traité de Lisbonne, cette lamentable copie du Traité constitutionnel (TCE), rejeté par 55% des électeurs français. Et autant de Néerlandais. Sans compter tous ceux à qui on n'a pas demandé leur avis.

(...) Accepter d'élire de nouveaux députés européens, c'est accepter que les dénis de démocratie deviennent une habitude. Par cet acte honteux, les députés français ont franchi la ligne, ils ont choisi le camp des notables contre celui des citoyens.

Nous, signataires de cet appel au boycott, refusons de tendre l'autre joue. Les députés français nous ont floués a posteriori, les députés européens font mieux: ils nous préviennent que nous sommes floués a priori. En effet, ils nous appellent à voter pour un Parlement sans pouvoir et des députés sans mission, quoique grassement rémunérés.

Certains candidats de la gauche radicale ne sont pas très à l'aise lorsqu'il s'agit de détailler leurs actions futures : l'un d'entre eux promet de favoriser les référendums d'initiative citoyenne… Étonnante reconversion pour quelqu'un qui s'est tant battu contre le Traité de Lisbonne car cette possibilité offerte aux peuples est une des nouveautés du traité honni… (...)

Car la démocratie, quand il s'agit de l'Union européenne, a des allures de dictature tranquille. Les peuples résignés s'y sont habitués. Seul un boycott politique, argumenté et revendiqué peut nous sortir de la torpeur d'une élection sans enjeu.

BOYCOTTER SANS DÉTOUR CETTE ÉLECTION !

Boycotter est un acte de démocratie directe ! Boycotter ne nous empêche pas de faire campagne contre le totalitarisme de l'Union européenne.

Un autre candidat est encore plus fumeux. Il envisage sereinement de mettre en place une Constituante qu'il proposerait à… la Commission. Personne ne sait comment ce spécialiste des fauchages volontaires parviendra à attirer suffisamment de députés européens pour adhérer à son idée et surtout comment il convaincra la Commission. Par un référendum d'initiative citoyenne, sans doute…

La majorité du Parlement européen serait-elle composé de députés anarcho-communistes, ce qui ne risque pas de se produire avant l'an 3050, que les technocrates de la Commission ne devraient pas accepter avec facilité cette idée de Constituante.

La Commission européenne est le bras armé des capitalistes en Europe. Même si une "actio popularis", emmenée par un ramassis de salopards en salopette, la visait, elle pourrait toujours compter sur la Cour de Justice des Communautés européennes. Bien planquée dans un véritable bunker au Luxembourg, un paradis fiscal soit dit en passant, cette tanière de super-juges symbolise le totalitarisme juridique d'une construction européenne qui s'est faite sur le déni des peuples. Les arrêts de cette cour suprême sont inattaquables ou presque. Confessionnal ou conseil de discipline, la Cour de Justice se la joue autoritaire.(...) La Cour de Justice des Communautés européennes est sans doute l'instance la plus discrète mais aussi la plus despotique. Une entité occulte, au service des puissances de l'argent, en quelque sorte puisqu'elle n'a cessé, en quarante ans, de promouvoir le libéralisme le plus violent à coups d'interprétation fantaisistes des traités lorsque les textes n'étaient pas suffisamment précis. Ses pouvoirs ne cessent de s'étendre de traités en traités, les Etats membres perdent de plus en plus leurs prérogatives au bénéfice de cette curieuse institution qui semble les narguer.

On dira que nous exagérons et que les menaces sur la démocratie ne peuvent en être arrivées à ce point critique, qu'il est possible de changer encore la donne. Peut-être mais certainement pas de l'intérieur !

Restent des solutions plus concrètes : la grève générale reconductible dans tous les pays européens dont nous souhaitons qu'elle émerge du mouvement social. Et le boycott comme arme de démocratie massive ! (...)

Le boycott permet de refuser ce jeu des élections dont la Commission a pipé toutes les règles. "Nous, les initiateurs et premiers signataires de l'appel au boycott, ne voulons pas changer les règles du jeu mais changer le jeu".(André Breton)

http://www.digitmaking.com/boycott/Boycott/Bienvenue.html

CAMPAGNE DE PREVENTION CONTRE L'ELECTOXICOMANIE

blog.jeveuxarreterdevoter.info/

(voir p 20)

Nous avons bien reçu ta lettre...

Ulcérée

Je suis ulcérée. Quand j'ai appris sur Métro que l'extrême-gauche soutenait le port du voile à l'université Paul Sabatier, j'en ai eu des nausées. Fille de parents musulmans traditionalistes immigrés dans la région de Lille, il m'a fallu combattre dès l'adolescence pour mes droits. Il m'a fallu toute mon énergie pour échapper à un mariage forcé au bled ("arrangé" entre mes parents et mon "fiancé" d'environ 50 ans alors qu'en j'en avais même pas 16). Il m'en a fallu beaucoup aussi pour échapper aux tenues "sac à patate" et au voile.

Chaque centimètre carré de tissu que j'ai réussi à enlever a été le résultat de longs combats, chaque centimètre carré a été une petite victoire. Jusqu'au jour ou j'ai osé faire la gym en short au collège. Je me souviens encore de l'horreur de mes parents, et de leur réaction quand ils l'ont appris.

Je n'ai eu qu'un seul allié dans mon combat : Le fait qu'en certains endroits (et bien sûr à l'école) ça ne se faisait pas à l'époque, de porter le voile. Sans cette limite extérieure, je ne sais pas si j'aurais réussi, je serais peut-être maintenant une femme soumise en tchador.

J'ajouterais qu'au fil des ans, grâce à mon action et à celle de mes sœurs, mes parents ont fini par comprendre tout en restants musulmans qu'on n'avait pas besoin de porter le voile et que ma propre mère a remisé le sien au rayon des accessoires inutiles. Mais l'actualité me fait froid dans le dos : la Somalie vient d'instaurer la charia. Une vallée du Pakistan aussi. Leur premier acte ? Fermer les écoles de fille, leur interdire les vaccinations, leur imposer le voile et commencer les lapidations.

Il n'est pas difficile de comprendre que l'oppression religieuse ça commence par des demandes (au nom de la liberté) de pouvoir porter le voile en toutes circonstances, ça continue avec des pressions pour l'imposer à toutes les femmes (là, plus question de liberté), ça passe par des mariages forcés et ça finit par les pires violences machistes.

Leila



Un nouveau nuage pour masquer les centrales nucléaires

Il en va de la "révolutionnaire" voiture électrique comme d'un nouveau marketing publicitaire qui frappe encore pour le nucléaire, pire que de la vieille réclame (EDF ne nous en voudra pas, mais s'intéresse toujours à notre argent…). En nous répétant sur tous les tons qu'il ne dégage pas de CO2, le nucléaire se prétend à nouveau le roi…

Nous sommes sensés être en crise ? Les Français, soucieux de leur pouvoir d'achat avant tout pensent toujours autant à leurs bagnoles adorées. Quel paradoxe ! Aussi ceux qui sortent cette voiture électrique savent très bien ce qu'ils font… en mettant en avant l'absence de CO2, ils cherchent à faire oublier tous les dangers du nucléaire, à faire oublier la catastrophe de l'enfouissement des déchets radioactifs, et celle de la radio activité dégagée jour après jour (dont ils masquent la responsabilité dans la survenue des cancers). Et en plus, ils mentent sur le reste : la batterie n'est recyclable qu'en partie !

Myriam

Décroissance ?

Est-il nécessaire de devoir appuyer sur un bouton pour faire baisser les vitres de sa voiture ? Un moteur, du fil électrique, pour remplacer notre bonne vieille manivelle à main ! Autant de technologie est-elle nécessaire au point que nous ne puissions plus remplacer une

Flicage de gauche

"Je ne comprends pas pourquoi ils sont tous contre moi au CE. Je ne veux plus les voir". Celui qui ne comprend pas n'est, ni plus ni moins, que le responsable de la sécurité et de l'entretien dans la boite où je travaille ; un cadre "si dynamique" qu'il a cru bon de faire du zèle en plaçant une caméra, bien discrète, dans un endroit bien spécifique de manière à surveiller le personnel.

Manque de chance, des gens du CE découvrent la caméra cachée et demandent des explications au directeur qui prétend n'avoir pas été informé de la présence de la caméra… difficile à croire, tout de même.
Notre cadre nie aussi. L'affaire est portée à l'inspection du travail qui oblige le directeur à donner des explications ainsi que la liste des caméras en activité et leur situation.

Aujourd'hui, ce cadre est amer et cherche à se lier d'amitié avec le personnel pour se faire pardonner. Après avoir réussi l'exploit de retourner la situation par des explications fumeuses, le directeur décide de le maintenir et étouffe l'histoire. Pendant ce temps, il vire à tour de bras, pour un oui, pour un non.

Quand on n'est pas cadre, le climat est lourd et tendu même dans cette boite dite "de gauche".

Nelson

ampoule sans passer par le garagiste ?

Ah, ma belle voiture ! Elle est le reflet de mon compte en banque et … de l'absurdité de mon individu. Travailler plus, pour gagner plus ; payer plus pour paraître plus ! Travailler pour conforter mes apparences ! Miroir, oh ! Mon beau miroir, dis-moi que je suis encore le maître de mon petit univers".

Gilles



Ensemble on y est arrivé !!

Une bonne nouvelle doit circuler, alors je vous en apporte une bien bonne.

Pour ceux qui ne le savaient pas, Pôle Emploi a cessé de m'indemniser en tant qu'intermittente du spectacle depuis décembre dernier pour une raison totalement inadmissible. D'après eux, leur système informatique n'aurait pas enregistré 3 dates de concert. Sans ces heures je n'arrivais pas au minimum nécessaire pour être indemnisée. J'ai pourtant justifié ces heures de travail grâce à mes 3 fiches de travail correspondantes mais rien n'y a fait: la machine n'avait pas enregistré mes télédéclarations sur leur site internet; la machine avait donc raison !

Je n'ai eu de cesse depuis de demander réparation de cette injustice par le biais de lettres recommandées à tous les niveaux depuis ma référente jusqu'au directeur régional de Pôle Emploi, en recourant à des députés et même au Médiateur de la République !

Mais il y avait une voie que je n'avais pas explorée : l'action directe… et ça a marché !!

Je suis allée sans demander rendez-vous avec quelque 35 personnes exiger une audience immédiate auprès du Directeur régional Midi Pyrénées de Pôle Emploi. Résultat: il est descendu et en moins de deux heures j'étais dehors avec mon problème résolu et l'assurance de percevoir mes arriérés sous 4 jours !..

D'ailleurs le jour même ma situation était réglée sur mon dossier du site internet de Pôle Emploi... Comme quoi quant on veut, c'est l'homme qui commande la machine et pas l'inverse.

Je voulais vous témoigner de ma victoire sur la fatalité. On peut se plier face à l'injustice et se sentir toujours plus faible. On peut accepter les revers de la vie et s'en accommoder. Mais on peut aussi, tout en prenant les leçons que la vie propose, se dresser, s'organiser et grâce à la solidarité et l'action collective rectifier ce qui peut l'être!

J'espère que mon témoignage vous donnera du courage pour ne pas vous laisser faire si vous vivez une injustice aujourd'hui ou demain.

Bien à vous,

A.

Liberté pour Alexei Olesinov

Depuis le 6 novembre 2008, Alexei Olesinov est en prison et attend son procès. Il risque cinq ans de prison. Il est accusé de "hooliganisme en groupe" pour s'être défendu suite à son agression par des vigiles.

Le fin mot de l'histoire, les enquêteurs l'ont lâché en déclarant qu'ils considéraient Alexei Olesinov comme un leader du mouvement antifasciste informel. C'est donc bien pour ses convictions qu'il a été incarcéré et est poursuivi. D'ailleurs, les "informations" utilisées par les enquêteurs pour monter de toutes pièces le dossier d'Alexei Olesinov, ils les ont été trouvées sur des sites d'extrême droite. Que ces mêmes sites appellent ouvertement à l'assassinat d'Alexei ne les a par contre pas troublé du tout. Sûrement qu'ils considèrent ça parfaitement normal.

Son comité de soutien vous demande d'envoyer des messages de protestation au tribunal (fax : + 7 495 911-03-85 en mentionnant Konovalona N.V.) et au ministère des Affaires étrangères Ministersvo inostrannyx del RF, 119200, Moskva, Smolenskaja-Sennaja pl., 32/34, Russie.

ABEL PAZ

Né à Almeria en 1921, dans une famille d'ouvriers agricoles Diego Camacho, dont le nom de plume sera Abel Paz est d'abord apprenti dans une usine de textile (1934). Il rejoint en 1935 le syndicat anarchiste Confederacion National del Trabajo (CNT). Quand éclate la révolution (1936), il participe, au sein de la Colonne Durruti, aux combats contre les troupes franquistes jusqu'à la victoire de ces dernières, ce qui le contraint à s'exiler en France (1939). Comme tant d'autres réfugiés espagnols, il est enfermé dans des camps de prisonniers français (Argelès-sur-Mer, Le Barcarès et Saint-Cyprien). En 1942, il rejoint en Espagne la guérilla anti-franquiste. Arrêté et emprisonné pendant plus de dix ans, il s'exile à nouveau en France en 1953, où il travaille dans une imprimerie jusqu'en 1977, date de son retour en Espagne. Il a publié des ouvrages sur la révolution espagnole, en particulier la biographie de Buenaventura Durruti. Il est mort lundi 13 avril 2009 à l'âge de 87ans. SALUT COMPAGNON.



La police française contre

Cela fera 70 ans cet été que démarrait une aventure extraordinaire : celle qui, malgré le joug imposé au pays par le Maréchal Pétain puis directement par l'occupant nazi, allait permettre à un demi-millier d'enfants et adolescents juifs d'échapper aux rafles, à la déportation, à la mort. Une histoire dont vous n'avez probablement jamais entendu parler, car les leçons qu'elle donne déplaisent à tous les pouvoirs*[1].

Les Enfants de Moissac

Il y a en effet 70 ans, plus précisément en juillet 1939, que les Eclaireurs israélites de France devenaient occupants à Moissac (Tarn-et-Garonne) d'un bâtiment qui existe toujours, au 18 quai du Port, auxquels ils annexeront progressivement quelques autres bâtisses. Ils poursuivaient un grand objectif : à l'aube d'une période qu'ils anticipaient comme tragique, ouvrir une maison d'enfants.

Du début à la fin de la guerre quelques cinq cents enfants et adolescents juifs passeront par là. Ils y seront pris en charge, d'abord directement par un hébergement sur le site, puis, quand la rafle du Vel'd'hiver sonnera pour eux le début de la clandestinité, par un soutien sans faille dans les multiples planques qui avaient été recherchées en temps utiles.

Les plus jeunes avaient à peine 2 ans. Tous ces enfants avaient vécus une séparation d'avec leurs parents (parents souvent raflés, déportés, assassinés). Beaucoup avaient commencé à traversers les horreurs de la guerre, surtout les "étrangers". Certains ne parlaient que leur langue à l'arrivée. D'autres avaient été extirpés, cadavériques et traumatisés, des camps français (Septfonds, Gurs, Le Vernet, Noé, Agde…). Beaucoup n'avait plus de famille.

Ceux qui animèrent la maison puis son réseau clandestin n'étaient guère plus âgés qu'eux. Ils avaient 17, 18, 20 ans, rarement plus. Plusieurs, torturés, déportés, fusillés, payèrent de leur vie cet engagement.

Mais, aussi extraordinaire que cela puisse paraître, malgré la police française, malgré la milice, malgré la gestapo, pas un des "Enfants de Moissac", pas un de ces enfants recueillis et cachés ne fut pris et déporté*[2].

Une tâche digne d'éloges

76 000 autres juifs en France n'ont pas eu cette chance. Eux ont l'ont été, déportés. Bien peu en sont revenus. A 90 %, ils ont été arrêtés non pas par les nazis mais par la police française*[3]. Toutes les forces de police ont apporté leur contribution à l'organisation du génocide. Les services "anti-juifs" spécialisées du ministère de l'intérieur bien sûr, mais aussi la gendarmerie et même la police municipale. Cette dernière a joué un rôle essentiel dans les rafles mais surtout par son action au quotidien, lors des contrôles "au faciès". A Paris, des juifs "sans papier", aux papiers périmés, à l'étoile jaune pas assez visible, ou pris sous n'importe quel prétexte étaient arrêtés chaque jour par les "municipaux", immédiatement conduits en "panier à salade" au camp de rétention de Drancy, et de là acheminés vers les camps d'extermination. Une noria savamment entretenue.

Quant à la police nationale, tous les services s'y mirent sans complexe, dépassant même leurs attributions habituelles. Ainsi, pour la première fois, les "Renseignements généraux" avaient organisé une brigade de la voie publique. Comme les "municipaux", cette brigade "tapait aux papiers et contrôlait au faciès sur la voie publique à la recherche d'israélites… "*[3]. Les bureaucrates du ministère de l'intérieur ne furent pas en reste : le fichier juif, mis au point par des policiers français, "suscita l'admiration et la convoitise des services allemands et servit à organiser les rafles de mai1941 à février 1944"*[3].

Même si certains policiers ont appliqué mollement les consignes *"… les pouvoirs des policiers, leurs prérogatives, leur savoir faire professionnel ont donné aux ordres qu'ils recevaient, une efficacité, des conséquences dramatiques"**[3].

De façon tout à fait indéniable, la police française a donc, par son action, rendu possible l'exécution de la "solution finale", c'est-à-dire l'extermination des juifs du pays. Car *"Toute action des policiers, même remplie avec répugnance leur a fait alimenter la machine à broyer"**[3].

Les nazis ne se sont pas trompés sur la valeur de la contribution apportée au génocide par la police française. Ainsi, à la suite de la rafle des 16 et 17 juillets 1942 (considérée pourtant comme l'une des "moins réussies" par la préfecture de police), l'Höhere SS und Polizifuhrer in Frankreich Oberg publiait le message de satisfaction suivant : *"Je vous confirme bien volontiers que la police française a réalisé jusqu'ici une tâche digne d'éloge."**[4]

Protégés par la population

Pourquoi la police française, dont le professionnalisme et l'efficacité ont été couverts d'éloges, à juste titre si on ose l'écrire tant le constat est abominable, par les nazis a-t-elle échouée dans sa traque des enfants de Moissac ? Les raisons en sont à l'évidence multiples. Tout d'abord, l'extraordinaire clairvoyance de la situation, la perspicacité, l'altruisme et le courage dont firent preuve les animateurs de la maison d'enfant. Ensuite, certainement aussi, le soutien financier, jamais interrompu, de la communauté israélite. D'autres raisons aussi, probablement.

Mais, qu'aurait valu tout cela sans le soutien de la population locale ?

Longtemps après les faits, Shatta Simon, la principa-

les enfants de Moissac

le animatrice de la maison d'enfants, déclarait : *"Pour ce qui est de Moissac… je dois dire qu'on est tombé dans un pays où véritablement la population a été extraordinaire… il y avait quelque chose dans ce pays-là qui a fait qu'… il y a eu une protection de la population"*[*5]. "Protection", c'est bien le mot qui convient : les exactions policières, les déportations, n'ont pas eu lieu grâce, aussi, à la protection de la population. Protection passive (très peu de dénonciations - contrairement au reste du pays), protection active (fuites d'informations sensibles vers la Maison, fabrication à la mairie de faux papiers quasiment à la chaîne, planques chez les paysans ou dans les internats du coin), bref, un sentiment de protection tellement palpable que le commissaire de police nommé en 1941 à Moissac, bien qu'ouvertement antisémite, ne se hasarda pas à intervenir directement, que le commissaire de Castelsarrasin fera "choux blanc" (les enfants étant opportunément partis "en camping" juste avant) et que les nazis eux mêmes n'arriveront pas à attraper qui que ce soit sur place.

Qu'ils soient tous des enfants de Moissac !

Les Enfants de Moissac se prénommaient Ida, Simon, Itzhak ou Ruth. Ils venaient de Pologne, d'Allemagne, d'ailleurs mais aussi de toute la France. Aujourd'hui, d'autres enfants, aux prénoms tout aussi lumineux, des enfants venus d'encore plus loin - d'Afrique Noire, du Maghreb, de Tchétchénie, d'Asie…, poussés par le famine, la misère, la guerre, tremblent chaque jour : un contrôle au faciès, une arrestation à l'école, une rafle dans le quartier… et, que vont-ils devenir ?

Aujourd'hui comme hier… parallèle à la fois éclairant et trompeur. Tant de choses si semblables et tant d'autres si différentes ! Les périodes de l'histoire ne sont jamais une pure répétition. Evidemment. Ce n'est donc pas tant les similitudes factuelles qu'il faut y rechercher, mais la réflexion éthique qu'elles portent.

Qui étaient ces policiers français ? Si on enlève les antisémites chevronnés, minoritaires, il reste la grande masse des "je ne fais pas de politique" des "républicains", et même de ceux qui avaient eu leur carte dans des mouvements de gauche. Que disent-ils, à la Libération, quant ils sont tenus de s'expliquer ? Qu'ils n'ont fait que leur métier : appliquer la loi[*3]. Un point c'est tout[*6]. D'autres ajoutent qu'ils en auraient fait moins si leur hiérarchie n'avait pas eu pour obsession de "faire du chiffre"[*7]… Il n'y a pratiquement pas d'autres explications à leur conduite. Ainsi, la culture de l'obéissance et la culture du résultat ont couvert moralement l'organisation du génocide. Il faudrait y ajouter, pour la population générale, la culture de la résignation.

Là sont bien les véritables question soulevée par l'histoire des Enfants de Moissac. Dans notre période où il ne se passe pas de jour sans qu'une nouvelle loi soit promulguée, où toutes les institutions (de l'école à la justice en passant par le sport) ont fait du "rappel à la loi" leur lei motif, où les fonctionnaires sont menacés d'être payés "au résultat", où on tente de nous faire croire que le capitalisme (une fois moralisé) et l'Etat son compère sont indépassables… l'histoire, celle des Enfants de Moissac comme celle avec un grand H, nous rappelle que les "valeurs" d'obéissance et "d'efficacité" servies par la résignation portent en elles les germes des pires crimes d'Etat.

A Moissac, pendant la guerre, il n'y a pas eu de miracle. Simplement, probablement par hasard, une plus grande concentration ici qu'ailleurs de femmes et d'hommes pour la plus part sans rien de bien particulier, sinon une absence d'obéissance aveugle, une part d'imperméabilité au discours dominant ; des hommes et des femmes qui ont su, chacun avec sa force et sa personnalité, maintenir ce qu'ils étaient au quotidien, sans baisser les bras, et cela en pleine occupation. Ce qui nous prouve bien une chose : même aux pires moments, une opposition populaire peut enrayer la machine à broyer du pouvoir.

Sachons le dire autour de nous, sachons convaincre nos amis, nos voisins, tous les autres, afin que tous les enfants menacés aujourd'hui deviennent à leur tour des Enfants de Moissac.

Papy

_1.- Les "démocraties" ont toujours su élever un "mur du silence" autour des vérités dérangeantes, ou même les censurer sans complexe. Ainsi, la première séquence du film "Nuit et Brouillard", d'Alain Resnais, a été censurée parce qu'elle montrait un gendarme français gardant le camp de Pithiviers. La guerre était finie depuis cinq ou six ans à la sortie du film, mais il était toujours interdit de dire la vérité sur le rôle de la police française de l'époque. _2.- Catherine Lewertowski, "Les enfants de Moissac, 1939-1945, préface de Boris Cyrulnick, Champs histoire, 2009 _3.- Jean-Marc Berlière, "Policiers français sous l'occupation d'après les archives de l'épuration", Tempus, éditions Perrin, 2009 _4.- S. Klarsfeld, "Le calendrier de la déportation des juifs en France", 1993 _5.- Colette Zytnicki, "Moissac sous la Seconde guerre mondiale, il faut sauver les enfants juifs", Midi-Pyrénées patrimoine, n°6, avril-juin 2006 _6.- Quoique… cette allégeance de principe à la loi devient beaucoup plus aléatoire quand cela concerne directement des policiers. Ainsi, bien que cela soit désormais la loi, avant d'agir, un commissaire demande prudemment à "être protégés contre les mesures qui pourraient être prises demain contre eux [les policiers] par le gouvernement de demain pour avoir exécuté les ordres de celui d'aujourd'hui" - déclaration du commissaire Shirat, in Berlière, op. cit. _7.- Procès du commissaire Turpault, dans Berlière, op. cit.

Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !

Manifester, discuter, soutenir

● Participer à la marche solidaire avec tous les prisonniers organisée par la CNT-AIT de Montauban. Rendez-vous le ventredi 1er Mai à 14 h à la place des Martyrs (Montauban).

● Passer à la table de presse sur le marché à Cahors à partir de10 h samedi 23 mai.

● Soutenir les salariés de l'usine Molex en lutte (voir page 5) le 9 mai. La soirée commencera à partir de 18 heures avec une vidéo sur les Lip. A 22 heures, concert avec Mix Reggae, Balkan et Dubstep. Restauration sur place A l'UPS de Toulouse

● Discuter après une présentation du sujet sur "La révolution russe vue par Voline : quels apports pour aujourd'hui ?", le jeudi 11 juin, salle municipale, impasse St Aubin à 20 h 30 (Toulouse).



Lutter contre l'électoxicomanie

● Il y avait longtemps (en fait non, pas tant que ça : même pas deux ans) que le cirque électoral n'était pas revenu pour essayer de nous divertir (comme nous le rappelle le dictionnaire : "*Divertir = Détourner de ce qui préoccupe, en amusant, en récréant.*"). Mais le problème avec le numéro de magicien des politiciens, c'est que toutes leurs vieilles ficelles sont connues et archi connues. Quant à leurs numéros de clowns, en ces temps de crise, ils ne nous font définitivement plus rire du tout.

Si vous aussi vous en avez plus qu'assez de ces bonimenteurs et de leur propagande électoraliste, le syndicat de Paris de la CNT-AIT a les moyens de vous aider à arrêter la drogue dure du parlementarisme et de la délégation de pouvoir. Il vient d'ouvrir un blog dédié à ceux qui veulent sortir de l'électoxicomanie : jeveuxarreterdevoter.com

Ce blog est interactif : vous pouvez laisser vos textes, propositions de slogans ou d'actions sur les commentaires du site ou en envoyant un mail à contact@cnt-ait.info

Parce que l'élection entraîne l'impuissance politique, ne commencez jamais ! Faites passer le message.

Pour se connecter :
http://blog.jeveuxarreterdevoter.info/

Diffuser, coller

● Diffuser "Un autre futur", dans sa cité, c'est possible. Il faut le demander à la CNT-AIT de Toulouse. Le petit bulletin des quartiers a grandi =... son contenu et son format ont doublé et sa diffusion bien plus.



OTRO FUTURO, OUTRO FUTURO, ALIA ESTONTECO,

UN AUTRE FUTUR POUR LES QUARTIERS

BULLETIN ANARCHOSYNDICALISTE DES MILITANTS ET SYMPATHISANTS DE LA CNT-AIT, TRAVAILLEURS, ETUDIANTS, LYCÉENS ET HABITANTS DU QUARTIER DU MIRAIL

D'ou vient la violence ?

MOLEX : ON A LES MACHINES, ON LES GARDE !

TRAHISON SYNDICALE ! LES TRAÎTRES A LA LANTERNE !

●Placarder des autocollants. Disponibles au prix de 50 euros les 500 (port compris) auprès de la CNT-AIT de Paris





Et aussi

● Prendre contact avec le syndicat le plus proche

● S'abonner , à ce journal, le diffuser autour de soi (cf p 2)

● S'abonner à la liste de diffusion internet :

http://liste.cnt-ait.info

Elle vous permet de rester au courant et en lisaion avec nous. C'est gratuit.

● Tchatcher sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/

● Ecouter et faire écouter de textes :

AnarSonore.free.fr

Nous rencontrer, nous écrire

● A Montauban : les samedis : le matin (10h15 à 12h) au marché du jardin des plantes, l'après midi (16h à 18h) au local. Permanence également les mercredis de 18 à 20 h toujours au local : Passage de la Comédie (entrée par le 10, rue de la Comédie).

● Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St rémésy 31000. Perma-nences tous les samedi 17 h. Egalement aux puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.

● Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

● Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences le Samedi après-midi à partir de 15h.

● Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

● Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018.
Adresse mail :
contact@cnt-ait.info
Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.

● Lyon : CNT-AIT, c/o Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

● Lilles,
cnt.ait.lille@no-log.org